

Le budget

M. Lee Morrison (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia, Réf.): Monsieur le Président, le 27 février dernier, j'étais assis dans cette enceinte et j'ai eu l'impression de faire un pas en arrière dans le temps.

Ces 20 dernières années, nous avons entendu les mêmes platitudes débitées par les ministres des Finances, qu'ils soient libéraux ou conservateurs. Les mystificateurs libéraux—c'est ainsi que je les qualifierais—nous disent qu'ils maîtrisent le déficit, qu'ils ont le sens des responsabilités et que tout va aller comme sur des roulettes. À les entendre, les Canadiens n'ont qu'à patienter et à leur faire confiance.

Quand il occupait le poste de ministre des Finances, l'actuel premier ministre a annoncé haut et fort que «d'importantes réductions du déficit étaient à prévoir», puis il a fracassé un nouveau record sur le chapitre des dépenses donnant lieu à un déficit.

En 1982, Allan MacEachen a déclaré: «Le gouvernement ne peut se permettre d'alourdir les déficits», puis il a établi un autre record du genre.

En 1990, Michael Wilson a affirmé: «Nous réduirons le déficit à 28,5 milliards de dollars l'année prochaine. Nous le réduirons de moitié, soit à 14 milliards de dollars, en trois ans de plus et nous le ramènerons à 10 milliards de dollars l'année d'après.» Plus ça change, plus c'est pareil!

Le gouvernement vit dans le même monde économique fantaisiste que ses prédécesseurs. Il croit pouvoir dépenser et emprunter tout en baignant dans un climat de prospérité.

Dans son discours du budget, le ministre des Finances a dit sans ambages qu'il était temps d'assainir nos dépenses publiques. Ce sont des propos empruntés au célèbre discours que Preston Manning a prononcé en 1989. Le ministre a enfin appris ce qu'il faut dire, mais il n'a que faiblement tenté de faire ce qu'il faut faire. Il a déclaré que les Canadiens souhaitaient une intervention décisive, mais il a élaboré un plan édulcoré.

Pendant 20 ans, les précédents ministres des Finances ont pu se livrer à de petites manœuvres budgétaires sans effectuer de réelles compressions. Je reconnais que le titulaire actuel a effectué un certain nombre de compressions réelles. Par la magie de l'intérêt composé, c'est un luxe qu'il ne pouvait plus se payer. Il a consenti à faire des compressions dans l'unique but d'éviter une catastrophe à court terme. Il n'a cependant pas eu le courage de sabrer autant que nécessaire pour commencer à résoudre notre problème qu'est le déficit.

Les compressions proposées de 12 milliards de dollars vont faire mal, mais elles ne vont pas compenser les paiements d'intérêts qui ne manqueront pas de s'accumuler jusqu'à ce qu'ils dépassent les 50 milliards de dollars en 1997.

• (1325)

Quel est son programme après cela? Va-t-il continuer d'effectuer des compressions timides jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien à couper, alors que les paiements d'intérêts annuels continueront de s'élever jusqu'à atteindre 60 ou 70 milliards de dollars?

Le député de Broadview—Greenwood a mentionné le même problème. Il a déclaré qu'on allait régler cela en signant un

nouvel accord de Bretton Woods. Il a ajouté que nous allions tenir une grande conférence internationale pour ne pas avoir à mettre de l'ordre dans nos affaires chez nous et que nous allions faire appel au FMI pour qu'il règle tous nos problèmes à notre place.

Où s'arrête cette folie? Le gouvernement entend-il vraiment continuer de faire du sur-place jusqu'à ce qu'il croule sous les dettes? Nous ne pouvons pas emprunter sans cesse pour donner cet argent à des gens ou des groupes qui n'en ont pas besoin.

Tous nos vis-à-vis ne cessent de parler de leur compassion. Cela leur sort par tous les pores. Veuillez me dire ce qu'il y a de compatissant à détruire l'économie du pays?

Le Canada est un peu comme un patient dont la jambe serait rongée par la gangrène et qui ne pourrait compter que sur un médecin compatissant, mais incompétent. Il faudrait amputer cette jambe, mais le médecin, croyant bien faire, n'ampute que le pied. Lorsque cela ne suffit pas à résoudre le problème, il coupe quelques pouces de plus à plusieurs reprises et soumet ainsi le patient à un traumatisme supplémentaire. En fin de compte, le pauvre diable finit par mourir quand même.

Une chance pour notre ministre des Finances que, contrairement à un médecin incompétent, on ne peut le poursuivre pour faute professionnelle. Nos vis-à-vis sont également fiers de leurs programmes de transferts, mais à la suite de 20 ans de déficits, le plus important programme de transferts réside maintenant dans les paiements aux créanciers.

Une bonne partie de cet argent ne reste même pas au Canada, mais aboutit plutôt dans les coffres d'institutions financières à Tokyo, New York et Zurich. Les libéraux et les conservateurs, pour qui gouverner consistait à donner du pain et des jeux au peuple, nous ont réduits en esclavage sur le plan économique.

Il est tout à fait déplorable de voir notre pays si privilégié courir tout droit à la faillite, alors que nos créanciers étrangers continuent de s'enrichir à nos dépens. On doit cette situation à la politique économique des libéraux et des conservateurs.

Au nom de la compassion, notre ministre des Finances refuse de faire face à la réalité. Nous allons continuer dans cette voie qui nous conduit tout droit à la faillite. À quoi serviront ses paroles rassurantes, lorsque, dans peu d'années, nous devons consacrer la moitié ou plus de nos recettes nationales au service de la dette?

Quelle sera son excuse après coup, si les prêteurs nous coupent les vivres et si nous ne sommes plus en mesure d'offrir même les services gouvernementaux de base et encore moins les programmes sociaux? Que dira-t-il aux Canadiens, lorsque nous serons incapables d'aider même les plus pauvres, les personnes âgées, les malades, les handicapés et les plus faibles? Quelle explication donnera-t-il lorsqu'il n'y aura plus d'argent et qu'on ne pourra plus compter sur l'assurance-maladie, l'assistance sociale, les pensions de vieillesse et l'assurance-chômage, car c'est ce vers quoi nous nous dirigeons.

Dans ce budget qui n'en est pas un, le gouvernement a prouvé une fois de plus qu'il ne fallait pas lui donner carte blanche pour emprunter. Dans l'intérêt de nos enfants et de nos petits-enfants, il est temps de ne plus lui laisser les coudées franches.